



POURQUOI LE CLIVAGE ENTRE LA FRANCE ET SES RÉGIONS RESURGIT ?

Dans "Nos petites patries", l'historien Olivier Grenouilleau analyse les relations parfois conflictuelles entre l'Etat central et les identités régionales. Un passé d'actualité. **PAR PHILIPPE PETIT**

Ah ! les régions, quel casse-tête ! Sur le papier, il n'y a pas de doute, la République est une et indivisible, mais dans la vie quotidienne il est parfois difficile de s'orienter dans le mille-feuille administratif que se partagent l'Etat central et les régions. Ce que le monde anglo-américain précise d'un adjectif - « *public administration* » -, nous le désignons d'un

seul terme : « administration ». Et ce qui s'appelle aujourd'hui région s'appelait autrefois « province » ou « pays ». Sans compter que, derrière ce mot « région » se cachent d'autres vocables qui désignent une appartenance tantôt géographique, tantôt économique, culturelle, voire patrimoniale. Pour sortir de ce labyrinthe, il n'est qu'une seule issue : la longue durée. Ce à quoi s'exerce avec brio l'historien Olivier Grenouilleau

SCHIZOPHRÉNIE Chaque fois que l'écart se creuse entre Paris et des territoires déshérités, la tentation de lutter contre l'hégémonie culturelle ou politique de la capitale s'est fait jour.

dans son dernier livre, *Nos petites patries*. Dans cet ouvrage il explore l'histoire des identités régionales et de l'Etat central.

Il nous éclaire sur notre présent et nous oblige à fuir les explications binaires, rejoignant à l'encan les oppositions tranchées entre Girondins et Jacobins. Attentif aux continuités autant qu'aux discontinuités, l'auteur s'attaque à la question régionale, en prenant soin de ne pas sombrer dans

l'irrédentisme. Il parcourt à grands traits les soubresauts de cette histoire et ne se lasse pas d'en expliquer les moments charnières, d'en dévoiler les tensions. Republicain de cœur, il postule que « *tout sentiment d'appartenance peut et doit être étudié rationnellement. Qu'ils soient nationaux ou régionaux, tous sont légitimes à leur manière. Tous ont été construits. Tous ont évolué.* ». Et ce n'est pas fini, comme on a pu le constater avec les relations mouventées du pouvoir central avec les maires de France ou les « gilets jaunes », montant à Paris, pour se faire entendre, avant de se diviser, sur la manière d'être écoutés, les plus radicaux s'enfonçant dans la violence et la haine. Ce n'est pas fini, et il n'est pas simple de savoir si régions et provinces se sont formées « *contre l'Etat ou par l'Etat* ».

Car, si on s'en tient à la scène originelle qui accoucha de la création des départements en 1789 – en même temps que l'obligation du cadastre ! –, il est clair que ce « *découpage réaliste* » s'en prenait directement à « *l'esprit de province* » et défendait corps et âme l'unité nationale. Mais, à s'en tenir à elle, ou au discours conservateur qui ne tarda pas à s'exprimer au nom de l'ordre ancien, on risque de faire fausse route. Ce que Tocqueville énonça fermement en 1856 dans *L'Ancien Régime et la Révolution*. Grenouilleau, lui, va plus loin. Il ne s'en tient pas au corps administratif. Il enchevêtre l'histoire du découpage territorial avec ce qu'il appelle « *les sentiments d'appartenance* ». Il n'hésite pas à provoquer des carambolages réjouissants entre des époques éloignées l'une de l'autre. Une tentation, soulignons-le, que l'on retrouve chez nombre d'historiens aujourd'hui.

Cela donne de la consistance à son essai. Ainsi, quand il compare les écrits du poète Jean Régnier (1393-1469) – un bailli de Bourgogne –, à ceux d'Albert Thibaudet (1874-1936), le chantre des « *coteaux modérés* », ou lorsqu'il se permet des audaces sur l'instrumentalisation du terroir par

les élites parisiennes au cours de l'histoire. Ne sombrant jamais dans la facilité qui ferait des intendants d'hier les préfets d'aujourd'hui, il ose des rapprochements, mais ne se départ jamais de son objectif qui est d'établir des connexions entre ce qui relève de « *la sphère identitaire* » et ce qui renvoie à l'administration fiscale, la délimitation des frontières, le poids des langues régionales. Car la province entendue comme espace politique étant de construction récente, il ne suffit pas d'en pointer l'émergence au XVII^e siècle. Il convient de saisir au vol comment se met en place l'imaginaire provincial, et se perpétue, l'idée de « *la province* » ; de la campagne et des pays, comme modèle inversé de la ville ; des notables féodaux ou républicains, comme modèle inversé des élites parisiennes. Cela, osons le dire, depuis *L'Astrée* d'Honoré d'Urfé (1567-1625) jusqu'à Michel Onfray, en passant par Rousseau, Balzac et bien d'autres.

Harmonie et discord

La schizophrénie française, qui agite d'une main son besoin d'Etat et de l'autre son rejet, ne date donc pas d'aujourd'hui. De même que l'alternance de phases d'harmonie et de discord entre l'Etat central et les Régions. Grenouilleau ne parle pas du texte de Jean Jaurès sur les petites patries. Mais il passe au crible les amours comblées et déçues entre celles-là et l'Etat central ; et ce jusqu'aux premières grandes lois sur la décentralisation – telles la loi Defferre de 1981 ou la loi Hollande de 2013. De l'apogée du régionalisme porté par le géographe Vidal de La Blache (1845-1918) au début du XX^e siècle à l'historien Fernand Braudel (1902-1985), de Clemenceau, adepte de la décentralisation, au régime de Vichy qui joua de la corde folkloriste pour asseoir son pouvoir ; des fédéralistes de la Libération, tel Denis de Rougemont (1906-1985), au rapport sur les régions présenté en 1966 par Michel Rocard, l'inventaire est

impressionnant. Et l'équilibre entre régionalisme et régionalisation, souvent instable. A l'heure où on ne parle que de fractures territoriales et culturelles, il est édifiant de rappeler que le mot « *territoire* » est d'un usage récent. Si Braudel en use, c'est seulement pour nommer le territoire de la France, et non « *l'espace français* », lequel n'est « *qu'un morceau de la géographie de l'Europe* ». Car la France, on le voit avec la Corse, et on l'a vu hier avec l'Alsace, n'est jamais, disait l'historien Lucien Febvre, qu'une « *France possible* ». Elle n'a pas attendu *la Carte et le territoire* de Michel Houellebecq pour s'en convaincre. Les Français, c'est une autre affaire, ils ont dû « *s'adapter* », et parfois entériner, une compétition entre régions qui les dépassait.

« *Les régions ne sont pas à égalité* », tout le monde en convient. L'irruption du chemin de fer à partir des années 1840 avait mis les départements en état de concurrence. La disparition des petites lignes avec l'arrivée du TGV a réactivé cette tendance. Les mutations industrielles de la fin du XIX^e siècle – charbon, agroalimentaire – avaient renforcé les contrastes économiques d'une ville à l'autre. La mondialisation récente les a accélérés. Chaque fois que l'écart se creuse entre Paris (ou les métropoles) et des territoires déshérités, la tentation de lutter contre l'hégémonie culturelle ou politique de la capitale s'est fait jour. Pis, comme durant les années 30, « *le régionalisme se fragmente* » et laisse se développer un « *régionalisme nationalitaire* ». On en connaît les risques et les dérives. A la fin des années 60, ce fut une tentation. Depuis novembre 2018, le mouvement des « gilets jaunes » nous a révélé une réalité incontournable : l'insuffisance « *d'une régionalisation encadrée par l'Etat* ». Et par l'Europe ? La question reste ouverte. Et c'est pour ne pas la clore que l'auteur, prudent et avisé, conclut par cet apophtegme : « *L'histoire n'est pas finie !* » ■



Hélène / Gallimard

OLIVIER GRENOUILLEAU est historien. Il enseigne à Sciences-Po Paris.



Nos petites patries, Gallimard, 281 p., 22 €.